

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques chroniques, éoliens, sites et sols pollués
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 4 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DERICHEBOURG-REFINAL INDUSTRIES SA

7 rue Auguste Lambiotte
58700 Prémery

Références : 240115
Code AIOT : 0025100073

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2023 dans l'établissement DERICHEBOURG-REFINAL INDUSTRIES SA, implanté Rue Auguste Lambiotte 58700 Prémery. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DERICHEBOURG-REFINAL INDUSTRIES SA
- Rue Auguste Lambiotte 58700 Prémery
- Code AIOT : 0025100073
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société exploite une installation d'affinerie d'aluminium, composée en particulier de 3 fours de fusion et 2 fours de maintien. L'aluminium est produit à base de matières premières secondaires issues du recyclage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eau superficielle
- Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 09/09/2021, article 2	Sans objet
2	Points de rejet	AP Complémentaire du 09/09/2021, article 8.1	Sans objet
3	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 14.1	Sans objet
4	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Sans objet
5	Valeur limite d'émission	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 17.2	Sans objet
6	Contrôle de l'activité des métaux arrivant sur le site	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 53.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection s'est déroulée dans de bonnes conditions ; les documents non fournis en séance ont été transmis la semaine suivant l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2021, article 2			
Thème(s) : Situation administrative, Activité			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Libellé de la rubrique et critères de classement	Nature de l'installation	Régime
3250.3.a)	Production, transformation des métaux et alliages non ferreux : 3. Autres métaux non ferreux : c) Fusion, y compris alliage, incluant les produits de récupération, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	Affinage de l'aluminium de seconde fusion et fabrication de lingots Capacité maximale totale de 250 tonnes/jour Affinage de l'aluminium de seconde fusion et fabrication de lingots (capacité maximale de production = 250t/j) : – 2 fours rotatifs DROSS 500 de 2 000 kW unitaire, oxy-gaz . (capacité nominale = 13 t unitaire, environ 5 m ³).	A

		<p>– 1 four rotatif DROSS 300 de 1 500 kW unitaire, oxy-gaz (capacité nominale = 7,8 t unitaire, environ 3 m³).</p> <p>– 2 fours de maintien au gaz naturel de 2500kW unitaire (capacité nominale : 25 tonnes, environ 10 m³).</p> <p>– 4 brûleurs gaz de 500 kW unitaires au niveau de l'aire de réchauffage des poches d'aluminium liquide.</p> <p>– 10 brûleurs gaz de 75 kW unitaire pour le maintien en température de l'aluminium au niveau de la chaîne de lingotage.</p> <p>Puissance thermique des installations : 13 250 kW.</p>	
2713-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.</p> <p>la surface étant supérieure ou égale à 1 000 m².</p>	<p>Aire extérieure de stockages couverts de déchets vrac à base d'aluminium (ferrailles, carters, plaques métalliques)</p> <p>Surface de cette aire imperméabilisée : 10 000 m² (hors aires de circulation)</p> <p>Locaux intérieurs de stockage de déchets contenant de l'aluminium :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Local crasses, environ 600 m² - Local divers, environ 600 m² <p>Zone de Stockage en partie arrière des fours (environ 800 m²)</p> <p>Stockage de matières au niveau de l'ancien local à séchoir à copeaux (environ 300 m²)</p> <p>Superficie globale des aires destinées au stockage et à la récupération des déchets : environ 12 300 m².</p>	E
4725-2	<p>Oxygène (Emploi et stockage d') :</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2-Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t</p>	<p>Stockage d'oxygène liquéfié dans une cuve aérienne d'une capacité de 50 000 litres (environ 56,82 t) pour alimentation des fours de fusion et maintien oxy-gaz.</p> <p>Atelier maintenance : 5 bouteilles de 10,3 m³ pour les opérations de soudage (poste oxy-acétylène, environ 86 kg).</p> <p>Quantité maximale stockée sur le site = 59,906 tonnes</p>	D

Constats :

Aucune modification notable ou substantielle n'a été apportée aux installations décrites ci-dessus.

Il est rappelé que toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relève de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, et que toute modification notable doit être portée à la connaissance du Préfet, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Points de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2021, article 8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Identification des points de rejet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les points de rejet d'eaux de toute nature dans le milieu récepteur sont au nombre de 2.</p> <p>Ils sont définis comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - R1 -> Eaux Domestiques -> milieu récepteur : Réseau eaux usées communal - R2 -> Eaux pluviales + eaux usées -> milieu récepteur : Nièvre
<p>Constats :</p> <p>Les deux points de rejets constatés lors de l'inspection correspondent à la description faite à l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2021.</p> <p>Il est à noter que, suite aux travaux réalisés en 2018 visant à remplacer le système de refroidissement (« Eau » -> « Air ») le site ne dispose plus d'eaux résiduelles provenant des procédés de fabrication (sauf eaux de lavage des sols et des machines).</p> <p>Le site dispose d'un bassin tampon faisant office de bassin de décantation, d'une pompe de relevage et d'un déshuileur-déboureur, avant rejet à la Nièvre des eaux pluviales. Le séparateur fait l'objet d'une maintenance et d'un contrôle régulier par la société Martin Environnement. Le dernier rapport d'intervention a été transmis suite à l'inspection, il n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p> <p>L'exploitant veillera à curer régulièrement et évacuer les boues du bassin tampon.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 14.1
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation de la consommation d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit rechercher, par tous les moyens possibles et notamment à l'occasion des remplacements des matériels et de réfection d'ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.</p> <p>La réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser, en 2018, des travaux afin de passer ses installations d'un refroidissement « Eau » à un refroidissement « Air », réduisant fortement ses prélèvements en eau.</p> <p>Le site ne réalise pas de refroidissement en circuit ouvert.</p> <p>Ainsi, les seules consommations d'eau sur le site REFINAL à Premery sont liées à un usage sanitaire.</p> <p>Le site est alimenté exclusivement en eau de réseau AEP et consomme moins de 1 000 m³/an. De ce fait, il est exempté de l'application des réductions forfaitaires de consommation en eau en cas de passage de seuil prescrites par l'arrêté préfectoral cadre du 30 mai 2023 (-10 % en alerte, -20 % en alerte renforcée et en crise).</p> <p>Il devra néanmoins respecter la prescription visant la mise en œuvre de dispositions, au moins</p>

temporaires, de réduction des prélèvements en eau et de limitation au maximum des consommations. Aussi, pour les usages courants (notamment, les usages sanitaires), les mesures destinées aux particuliers s'appliquent (paragraphe 6.2 de l'arrêté cadre du 30 mai 2023).

Son prélèvement étant inférieur à 10 000 m³/an, le site est également exempté de l'application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Constats :

Le plan des réseaux présenté lors de l'inspection était incomplet (tous les réseaux d'alimentation ou de collecte n'étaient pas apparents en totalité, des équipements - dispositifs de protection/disconnexion et ouvrages de toutes sortes - étaient absents, ...), difficilement lisible, et n'avait pas fait l'objet de mise à jour récente.

Dans la semaine suivant l'inspection, l'exploitant a transmis aux services de l'inspection un plan des réseaux faisant apparaître l'ensemble des informations attendues pour ce document.

Il est rappelé que la mise à jour de ce plan des réseaux doit être réalisée à chaque modification sur les réseaux ou équipements le composant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Valeur limite d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 17.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, doivent respecter en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes :

<ul style="list-style-type: none"> - pH compris entre 5,5 et 8,5 - température inférieure à 30°C - couleur : telle que la modification de la couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100mg Pt/l - absence d'odeur dégagée par l'effluent lors de son écoulement dans le milieu naturel, ni après 5 jours d'incubation à 20°C <p>En termes de débits, de concentrations et de flux :</p> <p>1. Eaux résiduaires après traitement (...)</p> <p>2. Eaux pluviales et autres eaux propres</p> <p>MES : 15 mg/l DCO : 80 mg/l DBO5 : 40 mg/l Hydrocarbures : 5 mg/l Métaux : 1 mg/l</p> <p>Constats :</p> <p>Comme indiqué dans le point de contrôle n°2 du présent rapport, le site REFINAL à Prémery ne dispose plus d'eaux résiduaires ; la prescription 17.2.1 est donc inadaptée.</p> <p>Les trois derniers rapports d'analyse annuelle des eaux pluviales ont été transmis par l'exploitant suite à l'inspection ; ceux-ci n'ont pas fait état de non-conformité au regard des dispositions citées ci-dessus.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 6 : Contrôle de l'activité des métaux arrivant sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 53.1
Thème(s) : Risques chroniques, Radioactivité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être équipé d'un détecteur fixe de contrôle de la radioactivité permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement entrant sur le site.</p> <p>Le réglage du seuil de détection doit être vérifié et étalonné au moins une fois par an. Ces opérations d'étalonnage doivent être enregistrées et consignées avec leurs observations.</p> <p>Constats :</p> <p>L'établissement est équipé d'un détecteur fixe de contrôle de la radioactivité. Chaque camion entrant sur le site est contrôlé.</p> <p>La procédure d'acceptation des métaux en entrée du site a été présentée en séance par l'exploitant et n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p> <p>Le rapport du contrôle annuel du portique, pour l'année 2023, a été transmis par l'exploitant à la suite de l'inspection ; il fait du bon état de la vérification et de l'étalonnage de l'équipement.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>